



**PCF**  
SAVOIE  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

# Section des Bauges

**N°18**  
OCTOBRE 2021

## 2022 : LES ÉLECTIONS SONT UN MOYEN DE LA LUTTE SOCIALE

### Pour une liberté de vote

Point besoin d'être devin, l'élection présidentielle de 2022 s'annonce comme une répétition de 2017. Et donc comme une nouvelle défaite pour les forces de progrès. Raison de plus pour ne pas s'en mêler diront certains. Renoncer à lutter serait un grand malheur : « celui qui n'a pas pris part au combat partagera la défaite » écrivait Bertolt Brecht. En 2017, nous, les communistes, avons été écartés des débats publics électoraux, du fait, de l'absence de candidat. **Cela ne pouvait plus durer**, il faut sortir de la notion de casting, de la personnalisation. L'élection du président au suffrage universel n'est qu'une illusion démocratique. Elle conduit à remettre, pour cinq ans (voire le double) la clé du pouvoir à une seule personne.

La Vème République réduit l'Assemblée Nationale au rôle de chambre d'enregistrement : déjà sous De Gaulle, on parlait de députés « godillots » aujourd'hui de « play-mobils ». La majorité LaREM (La République En Marche) est aux ordres. La crise sanitaire a parfaitement mis en valeur le pouvoir d'un seul au détriment de la souveraineté populaire. Exemple, Emmanuel Macron, à la tête d'un Conseil de défense siégeant à l'Élysée, s'est proclamé épidémiologiste en chef, au prétexte qu'il était le président de la République.

**Fabien ROUSSEL, candidat élu par les militants communistes** pour 2022, n'a rien de l'homme providentiel, il n'est que le porte-parole d'un parti que beaucoup voudraient voir disparaître. Concernant le rôle irremplaçable du Parti

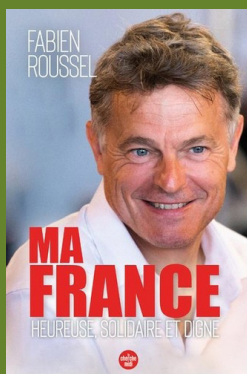
communiste dans la vie politique française, rappelons les paroles énoncées par François Ceyrac, ancien président du CNPF (ancêtre du MEDEF) : « On ne fait pas la même politique quand on a un PCF à 20% ou à 9%. » Pour autant, nous n'entendons pas réduire la lutte à une affaire de boutique. Fabien ROUSSEL aime bien répéter qu'il est là pour ouvrir l'éventail de l'offre politique de gauche. Permettre aux électeurs de choisir librement leur candidat, sans la contrainte du vote dit utile. Sans subir la contrainte des sondages. S'émanciper du grand cirque médiatique. Pour juin 2022, il propose aux socialistes, aux écologistes, aux insoumis d'adopter un pacte législatif en vue de candidatures communes lors des élections qui suivront la présidentielle.

Pour connaître Fabien ROUSSEL  
Son projet pour notre pays

N'oubliez pas son livre

**« Ma France,  
heureuse, solidaire et digne »**

édition du Cherche Midi  
disponible en librairie  
16,50 €



Soutenez la campagne Sur internet :  
**[fabienrousseau2022.fr/](http://fabienrousseau2022.fr/)**

Participez à la construction  
collective du programme

Suivez l'actualité de notre candidat

**Rejoignez l'équipe du  
Défi des jours heureux**

## POGNON DE DINGUE DANS LES PARADIS FISCAUX PAUVRETÉ : QUELLE HONTE POUR NOTRE PAYS !

Pandora Papers. Plus de 600 journalistes répartis dans 117 pays ont participé à ces investigations. Ils ont révélé, comme d'autres auparavant, la permanence et l'ampleur de la fraude/ évasion fiscale. Ils avancent la somme de 11 300 milliards de dollars soit 9 400 milliards d'euros. Oui, décidément un pognon de dingue !

Depuis la crise sanitaire, des centaines de milliers de personnes sont tombées dans la pauvreté. L'un des signes les plus graves est l'explosion de l'aide alimentaire : on comptait 8 millions de bénéficiaires à l'automne 2020 alors qu'ils étaient 5,5 millions avant la crise. La pandémie du Covid 19 intervient dans une société déjà fracturée par les inégalités. Les aides sociales diminuent, notamment, du fait de la forte baisse de la contribution des plus aisés à l'effort commun. Ainsi, en lien avec les réformes fiscales de Macron, depuis 2018 la pauvreté est repartie à la hausse.

# PAS TOUCHE À NOS RETRAITES ET FUTURES RETRAITES

M. Macron persiste à vouloir casser le système par répartition solidaire et intergénérationnel, programmé le Conseil national de la résistance (CNR) et mis en place, en 1946, par Ambroise CROIZAT, ministre communiste du Travail et de la Sécurité sociale.

En effet, conformément aux vœux du patronat, le président de la République veut augmenter l'âge de départ à la retraite et du nombre de trimestres cotisés.

François Ecalle, ex-rapporteur de la cour des comptes, dans la revue Capital, propose de repousser « l'âge de départ légal de 62 à 64 ans, en l'appliquant qu'aux nouveaux entrants » dans l'emploi. Tactique connue du « diviser pour régner » pour aboutir à la démolition des conquits sociaux.

Objectif de M. Macron : passer progressivement de la retraite de 62 ans, comme l'a imposée la loi Touraine - Ayrault - Hollande, à 64 ans, d'ici 2024.



Compte-tenu de l'extension des carrières discontinues, une telle mesure ne peut conduire qu'à dépasser largement cet âge pour bénéficier du taux plein en nombre de trimestres (actuellement, selon les générations de 166 à 172 trimestres).

**Le vol d'une partie du salaire socialisé différé, constituée par la cotisation sociale, est manifeste** : prendre encore plusieurs années de retraites aux salarié-

s pour payer d'une part la crise sanitaire et ses effets financiers dus aux manques de cotisations et d'autre part combler le déficit des caisses causé par les nombreuses exonérations des cotisations patronales.

Il est donc nécessaire de réagir sans attendre pour empêcher le gouvernement de mettre en œuvre ces nouveaux reculs. L'heure est à la mobilisation autant pour les salarié-e-s que pour les retraité-e-s, **pour un retour des jours heureux et non des vieux jours miséreux.**

## PROPOSITIONS DU PCF

La mise en œuvre d'une réforme basée sur la **sécurisation de l'emploi et de la formation** avec prise en charge des périodes de précarité, chômage, études... permettrait à chacune et chacun de faire valoir ses droits à **une retraite à taux plein à 60 ans** et 37 ans et demi de cotisation, avec un revenu de remplacement net équivalent à 75% du revenu net d'activité (primes incluses), calculé sur la base des dix meilleures années primes comprises, et indexé sur les salaires.

Pour une vie digne, aucune pension ne doit être inférieure au SMIC.

**L'ouverture de ce droit sera sans autre condition qu'une carrière complète** reconnue comme telle dès lors qu'elle

ne comporte, entre la fin du lycée et l'âge de 60 ans, que des périodes d'activité, de formation initiale ou continue, de chômage ou d'implications familiales.

La pénibilité au travail, les carrières longues, les sujétions de service public seront prises en compte et permettront des départs anticipés dès 55 ans. La liberté individuelle de choisir l'âge de départ sera garantie. Celles et ceux qui le voudront pourront librement choisir de partir plus tôt ou plus tard.

**Cette sécurité sociale modernisée sera intégralement financée par les cotisations sociales et administrée par les représentant.es élu.es des salarié.és.**

## RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE : POURSUITE DU « SALE BOULOT » !

Le 1er octobre 2021 : date à marquer d'une croix noire (une de plus dans le vaste cimetière de la casse sociale)

Sur cette réforme, Laurent BERGER, à juste raison, n'a pas pris de gants : « ça va être une tuerie », entre guillemets, excusez-moi ce terme un peu trivial. Tout simplement parce que la seule logique est une logique budgétaire sur le dos des chômeurs... 1 400 000 personnes vont subir soit un raccourcissement de leurs droits, soit une baisse d'indemnisation, pour certaines de 20 à 50% ». Il concluait : « Ça va créer des trappes à pauvreté. » (Public Sénat, 23 septembre 2019). L. Berger nous rejoint dans la dénonciation de la politique du chiffre. Ce qu'Edgar Morin, sociologue,

qualifie de « barbarie glacée du calcul de ces économistes (libéraux - NDLR) qui croient que tout est chiffrable. »



Partout et aujourd'hui encore, c'est la politique meurtrière du chiffre. Écoutons Bruno Mégarbane, chef du service réanimation à l'hôpital Lariboisière : « Cette épidémie met en lumière la souffrance de l'hôpital public qui paie les pots cassés d'une stratégie de santé, on va dire gouvernée uniquement par

la comptabilité depuis 20 ans. »

Il ajoutait : « La politique de fermeture de lits se poursuit. » (1er août 2021 sur LCI)

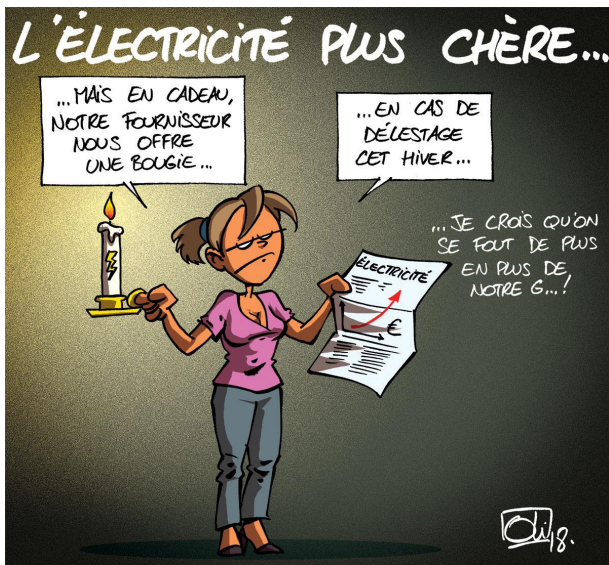
Mme Darrigrand, sémiologue, appréciait (au sens propre) l'action du nouveau président en ces termes : « Ce qu'il fait est du boulot de cuisine étatique, qui devait être fait, une sorte de **sale boulot** que les deux présidents précédents n'ont pas fait. » (LCI 23/12/2017)

Oui il s'agit bien de triste besogne dont l'achèvement de l'hôpital public. Mme Darrigrand loue la volonté du président Macron. En fait, il est fort avec les faibles et faible avec les forts : en effet, il diminue les aides sociales mécaniquement en baissant la contribution par l'impôt des plus aisés (notamment l'ISF) à l'effort commun.

## GDF-EDF : URGENCE D'UNE NATIONALISATION NOUVELLE

Les hausses de prix à répétition de l'électricité et du gaz sont le résultat de l'ouverture à la concurrence (recommandations de la commission européenne non obligatoires) et de privatisations voulues, décidées et engagées par l'Etat en 2004 (Raffarin-Chirac) et 2007 (Fillon-Sarkozy), non reniées par Hollande et Macron.

La concurrence dans le secteur de l'énergie n'était pas une demande majoritaire des citoyens avertis des conséquences pour les populations des pays européens où elle avait été mise en œuvre : hausses des tarifs, des dégradations des services rendus, etc...



Le changement de statut des usagers en clients est apparu comme un vol des investissements publics payés par nos impôts depuis la nationalisation de 1945. Comme prévu, s'en sont suivis le démantèlement de l'entreprise, la suppression de 30% des emplois, le versement des dividendes aux actionnaires (24 milliards depuis 2004, pour le gaz) et un élargissement sans précédent de la précarité des ménages. L'Etat qui a rendu tout cela possible, est, aujourd'hui, prêt à achever la privatisation du gaz en revendant ses 32% de parts d'ENGIE à la multinationale TOTAL.

**Incroyable** : Concurrence libre et non faussée oblige, EDF doit vendre 1/4 de sa production électrique nucléaire à moitié prix du marché à ses concurrents directs !

**Question** : face aux transactions financières de tout genre (spéculation, OPA, ...), comment l'Etat compte-t-il agir pour la transition écologique en se défaussant de la maîtrise énergétique nationale ?

## PROPOSITIONS DU PCF

Arrêt immédiat des hausses prévues et baisse de 50% des factures de l'électricité et du gaz en révisant les tarifs et taxes abusifs.

Nouvelle nationalisation dans un pôle de l'Énergie reconnue comme un bien commun pour toutes les activités de notre société.

Participation dans tous les secteurs et branches de métiers des salariés aux décisions de gestion.

## UNE PROPAGANDE SERVIE SUR PLATEAUX... TÉLÉS

« Celui qui contrôle les médias contrôle les esprits » Jim Morrison (poète, chanteur)

« 9 milliardaires possèdent 90% des médias, il n'y a donc plus de place pour la pensée critique » Monique Pinçon-Charlot (sociologue)

**Folie criminelle.** Le 15 mars 2019, l'Australien Brenton Tarrant a assassiné 50 personnes (musulmanes) dans deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle Zélande. Il a perpétré ce massacre en réaction contre la menace d'un soi-disant « grand remplacement » pour se justifier, le terroriste a fait part de sa peur de voir la France, notamment, envahie par les non-blancs. Il se référait à la théorie du grand remplacement initiée à la fin du XIXème par Barrès et martelée par Renaud Camus (écrivain d'extrême droite). Théorie selon laquelle il existerait un processus de substitution de la population française et européenne par une population originaire d'Afrique et du Maghreb.

**Courage fuyons.** Interrogée sur l'acte fou de l'Australien, Mme Le Pen a nié avoir évoqué la menace « du grand remplacement ». Elle a menti. « Amnésie » écrit Le Monde (18 mars 2019). On pouvait lire : « lors d'un meeting à Bompas (Occitanie), en 2011, dans le cadre des élections cantonales, elle s'interrogeait en ces mots : « Comment pourrions-nous nous satisfaire de voir nos adversaires poursuivre leur œuvre de ruine morale et économique du pays, de le livrer à la submersion (migratoire-NDLR) par un remplacement organisé de notre population. »

**Le variant Maréchal.** Aujourd'hui, dans son dernier livre, M. Zemmour, loin des scrupules, écrit : « La submersion migratoire menacerait l'existence même de la nation. Le grand remplacement n'est ni un mythe, ni un complot, mais un processus implacable. » Ainsi, il reprend purement et simplement l'odieuse justification du terroriste australien ! Mme Maréchal, nièce de Mme Le Pen, amie de Zemmour, contourne le mot « remplacement » en y allant d'un variant : « Si la famille n'est pas soutenue, eh bien disons-le clairement, il n'est pas exclu que dans 50 - 60 ans, la France puisse devenir une république islamiste... Tout simplement parce que la majorité de l'immigration qui s'installe aujourd'hui en France, est une majorité d'origine africaine, maghrébine, en majorité musulmane. » Propos qu'elle a tenus le 24 septembre à Budapest, chez Victor Orban, lors d'un sommet (de l'ultra droite) sur la démographie.

**Tout ça, ça sent la France rance.** Cela fait des décennies que dans l'audiovisuel on invite, aux grandes heures d'écoute, tous ces gens-là. Passées les bornes il n'y a plus de limites. Les télévisions, dont celle du milliardaire Bolloré, offrent des heures d'antennes à un triste personnage. Comment comprendre que M. Zemmour ait pu bénéficier d'un tel accueil alors qu'il s'est distingué régulièrement par ses outrances ? Il a été l'objet d'enquêtes et de condamnation par la justice pour racisme.

Jadis, le Juif servait de bouc émissaire, Zemmour et autres Le Pen, Maréchal, etc, ont leur bouc émissaire de remplacement avec l'immigré. Au lieu de « grand remplacement », il faut parler de **grand déplacement du débat**. L'étranger (pas n'importe lequel) est utilisé, scandaleusement, pour substituer aux questions économiques, sociales et sanitaires, celles de l'identité et de la sécurité. **L'histoire a montré où cela pouvait mener.**

# ÉLECTIONS 2021 : LE PIÈGE DE L'ABSTENTION

Ces élections ont été les plus maltraitées de la Vème république : hésitation tardive sur le choix de la date, campagne électorale réduite, faible portée médiatique, défaillance grave de la distribution du matériel (professions de foi et bulletins). Si vous y ajoutez les conditions sanitaires et leurs conséquences, cela donne des résultats globaux déformés par une abstention en forte croissance (66 %) et une prime surestimée aux élu.e.s sortant.e.s.

**Élection départementale.** Une lueur d'espoir est apparue avec la présentation de candidatures unies des forces de gauche (sauf le PS, en pas de deux avec LaREM), dès le 1er tour dans 14 cantons sur 19. Ce choix a reçu l'approbation des électeurs et permis de placer ces candidats au second tour dans 11 cantons.

Dans le cœur des Bauges et ses 14 communes, le binôme sortant PS/DVG est en tête (695 voix 41%), devant la droite LR (443 voix 26%) et la gauche unie (352 voix 21%). Sur l'ensemble du canton de St-Alban-Leysses, il a manqué seulement 97 voix pour battre la droite au premier tour. Belle performance d'autant plus que six maires des

Bauges élu.e.s aux municipales « sans étiquette » sont devenus partisans en soutenant le binôme LR. Bravo pour la franchise de cet engagement. Ils confirment notre point de vue : quoi qu'ils disent, les élu.e.s sont des politiques avant d'être gestionnaires.

**Élection régionale.** Le président LR sortant a conforté sa majorité (+33 élu.e.s) sans élargissement de voix. Le PCF allié à la FI perd des élu.e.s (-3). Toutes les autres listes perdent aussi, sauf EELV (+21). La REM (-6) et Modem (-25) disparaissent en tant que groupes. Dans le cœur des Bauges, la liste PCF-FI maintient ses voix 160 (+4 et 9,56%), en dépit de la participation en berne passant de 49 à 33%.



## ÉLECTIONS 2022 : AU-DELÀ DES ÉGOS, UN PACTE LÉGISLATIF

Depuis cette rentrée d'automne, les médias et les instituts de sondage sont en ordre de marche pour les prochaines campagnes électorales et les candidats à la présidentielle se déclarent au fur et à mesure du temps qui passe, alimentant toutes les supputations et coups de théâtre. L'escamotage des questions politiques et sociales, du bilan macroniste, de l'utilité du 1er tour met à mal la liberté de choix démocratique en faisant croire que tout est déjà joué avec la prévision du

duel bis repetita de 2017. Une vraie fabrique de résignation conduisant à une abstention inoffensive pour le libéralisme économique !

Pourtant, l'histoire de toutes les élections présidentielles depuis 1965 nous montre que rien ne se passe jamais comme prévu (lire la série d'été de l'Humanité Dimanche). Donc, à nous de jouer. Il existe un autre espace d'action : les élections législatives, maillon démocratique de la Constitution capable de tenir tête à la monarchie présidentielle.

Le Pacte proposé par Fabien ROUSSEL à tous les partis de gauche est de nature à satisfaire la pluralité des courants politiques. La présentation d'une plateforme commune par un candidat commun dans chacune des 577 circonscriptions, sans hégémonie d'un parti, est le meilleur chemin pour gagner une majorité de députés de gauche dans leur diversité. En serait issu un gouvernement de transformation sociale qui réponde aux besoins de toute la population.



**23 et 24 octobre 2021 la fête des Allobroges revient**  
Espace F. Mitterrand à MONTMELIAN

### DES DÉBATS

Les 100 ans du PCF  
Changeons le système, pas le climat  
Afghanistan, une histoire impérialiste

### MEETING

Barbara GOMES, porte-parole de F. ROUSSEL

### DES SPECTACLES

samedi soir  
NADEJDA

L'Ordinaire Grand ORCHESTRA

dimanche après-midi

Jazz avec MifSud

[www.fetedesallobroges.com](http://www.fetedesallobroges.com)



**ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL DÉPARTEMENTAL DU PCF :  
LES ALLOBROGES SAVOYARDS / BIMENSUEL - 8 PAGES - 25 EUROS/AN - VERSION PAPIER**

## APPEL À SOUSCRIPTION

Chères lectrices, chers lecteurs, soutenez notre journal, pour continuer notre travail d'informations politiques dans les Bauges et au-delà !  
(chèque à l'ordre de l'ADF PCF 73 à l'adresse ci-contre)  
Vous recevrez un reçu fiscal en début d'année 2022.

## FÉDÉRATION DU PCF SAVOIE

326 AVENUE ALSACE LORRAINE  
73000 CHAMBERY  
04 79 62 04 13 - [pcfbauges@gmail.com](mailto:pcfbauges@gmail.com)  
Site internet renouvelé : [WWW.SAVOIE.PCF.FR](http://WWW.SAVOIE.PCF.FR)